

Le cancer du racisme rongé les Solidaires comme jadis du PQ des beaux jours Un redressement démocratique pour casser le parti parlementaire

La porte-parole Solidaire a publié un article d'opinion dans La Presse sur « *Ce que la crise révèle sur les Autochtones* ». Après être resté silencieux à propos de la réouverture des mines situées près des communautés autochtones auxquelles celle-ci s'opposaient, après être resté silencieux à propos de la volonté de ces communautés de contrôler leur déconfinement y compris à Kanasetake où l'entente avec le maire d'Oka n'a pas duré et où il a fallu finalement une mobilisation de blocage pour arriver à une entente, un exemple à promouvoir, la direction de Québec solidaire s'essaie au «damage control» avec un discours sirupeux et ambigu. Cet article ne réclame même pas la fermeture de ces mines rouvertes. Pitoyable.

Il semble bien que Québec solidaire ait décidé d'ignorer la population racisée et autochtone du Québec au-delà des déclarations creuses. Il a fallu attendre la critique de la réforme du PEQ, le 28 mai, avant que le parti exige le statut de résidence permanente pour les «anges gardiens» réfugiés. Le parti a décidé de s'accommoder du nationalisme ethnique à la CAQ par pur centrisme électoraliste, par pur opportunisme de réconciliation avec l'idéologie dominante. Cette dérive qui a commencé avec l'affaire des «chinois prédateurs» puis le refus de dénoncer les déclarations racistes du maire d'Oka au début de l'été 2019 puis de soutenir les barricades de Kahnawake et de Listiguj, y compris avec des visites de porte-parole et de députation, en appui aux Wet'suwe'ten risque de devenir un cancer qui va dévorer le parti.

À cet égard, la Commission nationale autochtone (CNA) à laquelle a dû consentir à son corps défendant la direction du parti est devenue une empêcheuse de tourner en rond contre laquelle tous les moyens sont bons pour lui mettre des bâtons dans les roues. Malgré que la CNA ait été unanimement voté au dernier congrès Solidaire, la direction du parti persiste à ne pas la reconnaître statutairement sur la base de considérations formelles byzantines relevant de « *l'enculage de virgule* » pour reprendre l'expression imagée d'un militant.

Le cancer du racisme, toujours présent au sein du PQ des beaux jours de Jacques Parizeau, a finalement emporté ce parti quand il s'est souillé avec la charte des valeurs pour ne jamais s'en remettre. Jacques Parizeau, dont plusieurs commémorent le cinquième anniversaire de sa mort, est un personnage qui paraît plus grand que nature aux yeux du peuple québécois parce qu'il a été le seul Premier ministre du Québec véritablement indépendantiste, ce que René Lévesque n'a jamais été. Alors que Parizeau incarnait le but à atteindre, Lévesque représentait le miroir des hésitations et tergiversations du peuple québécois. Pour le grand bourgeois Parizeau à la tête d'un parti petit-bourgeois, son modèle d'un Québec indépendant était un Québec Inc. fort dans un monde régi par le libre-échange dont le corollaire était l'austérité néolibérale. Son indépendantisme était pétri de nationalisme qui est à la fois progressiste comme anti-fédéraliste mais aussi raciste car assis sur le «nous» ethnique. Son très amère discours de la défaire référendaire de 1995 reflète les deux côtés de la médaille soit la dénonciation de « l'Argent » fédéraliste et celle du «vote ethnique» raciste.

Battre le tambour contre le racisme policier pour s'affaler en sous-tapis devant la CAQ

Au moment où s'émeut le monde entier galvanisé par des manifestations anti-racistes les plus importantes aux ÉU depuis un demi-siècle, les partis politiques des libéraux à ceux de gauche ne peuvent faire autrement que de dénoncer le racisme systémique tout en reconnaissant qu'il s'applique mutatis mutandis aussi à leurs pays. Tous les partis parlementaires fédéraux l'ont dit sauf le Parti conservateur et l'identitaire Bloc québécois. Mais au Québec les deux partis nationalistes identitaires, CAQ et PQ, le nient. Les Libéraux québécois, se souvenant de déboires de leur consultation ratée sur le racisme systémique de 2017 suite à l'assassinat terroriste de la mosquée de Québec mais tenant compte qu'ils sont dirigés par une femme noire d'origine haïtienne, «falaise de verre» oblige, et que leur base idéologiquement libérale est aux aguets ont patiné en chambre pendant que la porte-parole de la chef admettait à demi-mot le vocable de «systémique».

Le terrain était dégagé pour Québec solidaire qui a failli à l'occuper sauf en paroles. Ses porte-parole ont bien souligné et expliqué ce que signifie «racisme systémique». Mais en chambre, tout comme les Libéraux l'ont fait de leur côté, dans leur habituelle tradition de consensus avec l'ennemi de classe pour obtenir une unanimité insignifiante, sa députation a demandé un vague plan de lutte contre le racisme et la discrimination, sans mention de «racisme systémique» ni d'exigence d'enquête publique sur le sujet, ce à quoi le gouvernement s'est empressé d'hypocritement acquiescer, reconnaissant aux Solidaires pour ce tapis rouge à bon marché. La montagne a accouché d'une souris.

Très concrètement, les Solidaires, pas plus qu'ils n'avaient dénoncé le refus d'Ottawa de continuer à accueillir les réfugiées dites illégales du Chemin Roxham conformément au droit international, ne réclament de la CAQ de permettre aux réfugiés de postuler pour la formation généreusement subventionnée pour 10 000 préposés aux bénéficiaires ce que dénonce la Maison d'Haïti, un organisme qui vient en aide aux immigrants à statut précaire. C'est facile de dénoncer les agences de placement qui abusent des réfugiées mais où iront-elles si les portes du programme des 10 000 leur sont fermées ?

Mettre fin à la petite dictature anti statutaire du parti parlementaire

Faut-il s'étonner que de pareilles entourloupettes vis-à-vis le racisme amène la direction du parti à s'enfoncer dans la manipulation pour ne pas convoquer un conseil national (CN) statutaire prévu avant la fin de l'été ce qui est virtuellement tout à fait possible. Elle propose deux CN durant l'automne dont le premier serait extraordinaire donc à ordre du jour fermé. La direction soit-disant s'inspirerait d'une consultation en juin auprès des associations dont chacune aurait droit à deux délégué-e-s qui pourraient être choisi-e-s par la direction nationale sur la base d'une inscription préalable. De toute évidence, la direction du parti qui s'est recroquevillé sur l'aile parlementaire ne souhaite pas rendre de comptes à la militance sur sa critique politique pandémique et sur son absence de proposition de plan de relance pro-climatique dont son Plan de transition, jamais débattu ni voté par la base, devrait être l'inspiration.

Pour noyer le poisson de la transformation du parti en parti parlementaire et démissionnaire, la direction inonde les membres de rencontres virtuelles de toutes sortes dont aucune n'est ni statutaire ni décisionnelle. Sa dernière trouvaille consiste en un sondage auprès des membres comparant le degré de satisfaction entre les politiques du parti, à ranger par préférence, et celles du gouvernement de la CAQ ! Heureusement, les Solidaires pour la démocratie interne (SDI) ont su réagir même si c'est sur le tard. Étant donné un délai trop court pour tenir un CN normal avant le 30 juin, les SDI demandent la tenue d'un Conseil National extraordinaire avant le 30 juin 2020 dont avec l'ordre du jour devrait être un bilan de la politique pandémique du parti et un débat sur le plan de transition du parti dans le cadre d'un plan de relance et sur la campagne Ultimatum 2020. Ce CN extraordinaire devrait être suivi de la continuation de ces débats lors d'un CN normal en début d'automne sur la base de propositions de la part des associations donnant lieu à un cahier de propositions.

Marc Bonhomme, 5 juin 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca